

PRÉFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 28 Février 2012

**Rapport de l'Inspecteur  
des Installations Classées**

à

Monsieur le Préfet du Var

**Objet :** Actualisation des rubriques visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation des installations de la société ONYX MEDITERRANEE à LA SEYNE-SUR-MER.

**Réf. :** Bordereau d'envoi, en date du 18 avril 2011, de monsieur le préfet du Var

Par bordereau en référence, monsieur le préfet du Var nous a transmis, pour instruction et suite à donner, la lettre en date du 1<sup>er</sup> avril 2011 par laquelle la société visée en objet demandait l'actualisation des rubriques de la nomenclature figurant dans l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 ayant autorisé l'exploitation de ses installations.

**I – RAPPEL REGLEMENTAIRE**

La circulaire ministérielle du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets prévoit que les exploitants, déjà bénéficiaires d'une décision préfectorale sous les anciennes rubriques impactées par la nouvelle nomenclature, soient incités à transmettre au préfet les éléments justificatifs du reclassement de leurs installations sous les nouvelles rubriques (c'est le sens du courrier de la société ONYX MEDITERRANEE en date du 1<sup>er</sup> avril 2011 précité).

Cette même circulaire demande à ce que la modification du classement des installations soit actée par un simple arrêté préfectoral de mise à jour de classement (sans passage au CODERST) dès lors que cet arrêté ne porte que sur ce point.

**II – EXAMEN DE LA DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT**

Dans l'autorisation actuelle, de nombreuses rubriques sont concernées par la modification de leur classement.

Nous avons examiné les propositions d'actualisation de classement faites par l'exploitant dans son courrier du 1<sup>er</sup> avril 2011. Cet examen nous conduit à être d'accord avec ses propositions.

Il est à signaler que cette actualisation concerne des rubriques modifiées par des décrets antérieurs à ceux cités au § I ci-dessus (rubrique 2799 qui a été supprimée et rubrique 2920 qui a été modifiée de telle sorte que les installations de réfrigération/compression de l'établissement ne relèvent plus de la législation sur les ICPE).

### **III – CONCLUSIONS**

Compte tenu des éléments ci-dessus, nous proposons d'actualiser les classements des activités de la société ONYX MEDITERRANEE par voie d'arrêté préfectoral de mise à jour (sans passage au CODERST).

Ci-joint un projet de prescriptions établi en ce sens.